

# Le Grain de sable en Isère

**Bulletin d'Attac-Isère**

Bulletin n° 51 de novembre 2010 - Prix : 0,2 euros

**Attac** : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne  
Bulletin édité par Attac-Isère  
Siège social et adresse postale :  
Maison des Associations  
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE  
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>  
Directeur de la publication : Bernard Labouré  
Mise en page : Georges Veyet  
CPPAP : en cours d'enregistrement  
Imprimé par nos soins

**« Quand l'Ordre est injustice, le Désordre est déjà un commencement de justice ».**

(Romain Rolland)

## La crise de l'Euro et la crise européenne

C'est l'intitulé de la journée qu'Attac-France a organisé le 6 novembre à Paris. Il y eu deux tables rondes et après chacune d'elle un débat riche et intense sur le bilan de la zone euro et la stratégie pour des politiques alternatives.

### Que peut-on en dire ?

Sur le premier point, le bilan de la zone euro, un certain consensus s'est affirmé : l'UEM (l'union économique et monétaire) est en crise structurelle insoutenable. Elle ne peut continuer en l'état. Fondée sur deux piliers, un marché unique avec sa monnaie unique (l'Acte unique et Maastricht) on a affaire à une monnaie et un marché sans État. La Banque centrale européenne (BCE) est indépendante des politiques mais dépendante des marchés.

Les causes de cette crise sont le fait de deux échecs :

1 - La monnaie unique a fait diverger les États. D'un côté l'Allemagne, l'Autriche et le Benelux (ex zone mark) avec des salaires en faible augmentation, un taux d'intérêt réel (taux bancaire – taux d'inflation) élevé, peu d'endettement, forte compétitivité, excédents commerciaux élevés et de l'autre les PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) avec des caractéristiques économiques contraires. Au bout de dix ans, les divergences sont très importantes et l'équilibre interne insoutenable.

2 - L'absence de coordination budgétaire et fiscale a conduit à un échec des politiques économiques. Ce n'est qu'une politique du « tous contre tous » exacerbée par les dumpings fiscaux et sociaux.

Sur le deuxième point, les alternatives, trois scénarios ont été envisagés :

- Sortir de la zone euro
- Passer à une monnaie commune
- Passer à une monnaie unique refondée

Sur le premier scénario, sortir de l'Euro, un débat s'est engagé avec d'un côté des positions fermes montrant que sortir de l'Euro serait une catastrophe en particulier pour les salariés qui subiraient de plein fouet les mesures d'austérité, de coupes dans les dépenses publiques qui suivraient la dévaluation. Peut-être mais, d'un autre côté, combien il nous en coûte d'y rester ? Le repli nationaliste actuel avec la montée de l'extrême-droite dans presque toute l'Europe appelle à une alternative. Où est « le » peuple européen ?

Sur le deuxième scénario, passer à une monnaie commune, cela consisterait à mettre en place une monnaie pour les échanges internationaux sachant que les pays retrouveraient leur monnaie nationale. Ces dernières ne seraient convertibles qu'en monnaie unique et ajustables suivant

les excédents et déficits de chacun. Ainsi les pays de la zone auraient de nouveau le contrôle de leur politique monétaire, l'inconvénient serait que cela demande une très forte coopération entre les pays. Au vu des expériences passées (l'Ecu et les montants compensatoires ou encore le serpent monétaire européen) on peut se demander si les pays retrouveraient vraiment leur souveraineté. Sur ce dernier point, concernant la souveraineté des États, des voix se sont fait entendre aussi bien à la table ronde que dans la salle pour qu'Attac lance une campagne pour la « déprivatisation » de la monnaie. L'Euro est créé à 90% par les banques privées et, les 10% qui restent, le sont par la BCE, indépendante de tout contrôle démocratique...

Sur le troisième scénario, passer à une monnaie unique refondée, il est important d'avoir une masse critique pour ce type de monnaie. Cela nécessite des espaces régionaux de pays homogènes au niveau de leur économie et voisins pour éviter de trop grandes distances dans leurs échanges de biens.

De plus il faut trois conditions :

- ➔ Désarmer les marchés (contrôle social des banques)
- ➔ Fonder une politique économique avec une BCE non indépendante et un budget significatif (5% du PIB) alimenté par des taxes sur les transactions financières (TTF)
- ➔ Retour du politique en créant une monnaie qui soit politique et sociale et non simplement marchande (création monétaire contrôlée par le politique suivant un programme social et environnemental voté par le Parlement)

Le problème de fond qui a imprégné cette journée est un problème de stratégie.

Si le troisième scénario peut faire consensus, il est clair que son échéance est à moyen voire long terme. Or les conditions actuelles de la zone euro sont telles que nul ne sait ce qui va se passer à court terme et toutes les options sont possibles :

- ➔ sortie de l'euro d'un ou plusieurs pays ;
- ➔ création d'une nouvelle zone monétaire ;
- ➔ création d'une monnaie commune.

La seule certitude est que le maintien de l'euro actuel revient à la régression sociale à perpétuité...

Cette journée est considérée comme une première étape. Il convient pour la journée suivante de situer les enjeux et de présenter les différentes solutions avec les arguments « pour » et les arguments « contre » pour ainsi voir plus clair dans les stratégies à adopter.

A suivre donc...

Bruno Greslou

### Ecoles, hôpitaux, justice, services sociaux... quel est le schéma général ?

#### Les réformes qui frappent le système éducatif

Le système éducatif français est depuis plusieurs années, mais singulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de M. Sarkozy, l'objet de « réformes » multiples adressées à tous les niveaux de l'institution et à toutes ses sphères, qu'il s'agisse de l'administration, des services financiers, des contenus des programmes ou de la pédagogie. Ces attaques multiformes sont à l'intersection des pressions globales exercées sur l'ensemble des services publics ; elles ne sont compréhensibles, et on ne peut y résister, que si l'on tient compte du cadre général qui les motive. La logique qui conduit à les « réformer », et qui pour cela commence par les dégrader pour finalement les privatiser en partie ou dans leur ensemble, est commune à tous<sup>(1)</sup>.

Ces « réformes », parmi lesquelles on peut citer le recul de l'inscription en maternelle, la réduction voire la suppression des Rased, la modification du cursus de formation en IUFM, la loi LRU, ou encore la réduction des horaires d'histoire au lycée, ont au moins un dénominateur commun qui est la volonté de réduire les dépenses d'éducation, ou pour parler comme leurs promoteurs, de les optimiser.

Mais si ces promoteurs les qualifient de « réformes », elles sont généralement perçues par les parents d'élèves et par les enseignants comme de pures régressions, comme des attaques frontales contre le système public d'éducation. Les syndicats d'enseignants, comme les associations de parents ou encore les élus locaux, tentent alors de lutter, souvent au coup par coup, contre ces mesures délétères ; il n'est généralement pas dans leur méthode ni dans leur vocation de dénoncer les raisons de fond. Et cependant, il importe de bien analyser l'origine de ces attaques, de décrypter leurs objectifs globaux si l'on veut rassembler les pièces du puzzle et ne pas se tromper de cible ni sous-estimer le danger.

#### **L'origine des attaques concertées qui frappent le système éducatif**

De nombreux éléments montrent en effet que ces attaques ne sont le résultat ni de hasards de calendrier, ni de conjonctures accidentelles, ni d'expérimentations brouillonnes dues à des gouvernements pervers. Il s'agit bien des effets d'une destruction programmée du système public d'éducation, qui rejoint à plusieurs égards celle d'autres services publics et s'observe dans la plupart des pays.

Les politiques menées en France comme à l'étranger découlent de décisions politiques et d'impulsions idéologiques à l'origine desquelles on retrouve, de manière plus ou moins directe, de grands organismes bien connus agissant à une échelle transnationale :

- L'OCDE dans le rôle de promoteur idéologique,<sup>(2)</sup>
- Le FMI et les institutions bancaires comme censeurs budgétaires,
- L'OMC comme organisme de promotion des échanges commerciaux fussent-ils éducatifs,
- Enfin la Commission Européenne qui se charge de l'homogénéisation au sein de la communauté.

Au niveau universitaire, ces évolutions sont portées par le « Processus de Bologne » initié en 1999, puis par les accords de Lisbonne bientôt suivis de nombreux autres (Prague

2001, Berlin 2003, Bergen 2005, Londres 2007, Lewen 2009) ; elles débouchent entre autres sur la structure LMD des diplômes, la loi LRU... et tant d'autres décisions oeuvrant à l'uniformisation<sup>(3)</sup>.

Il est important de noter que ces évolutions, qui conditionnent l'avenir de l'Ecole et de l'Université, échappent totalement à tout processus démocratique, n'ont fait partie d'aucun programme politique soumis au vote, et n'ont jamais été débattues dans l'espace public.

#### **Les facteurs essentiels des choix politiques<sup>(4)</sup>**

A l'origine de ces choix macroscopiques qui contraignent les services publics en général, et de plus en plus les systèmes d'éducation, se trouvent deux éléments clés : l'objectif plus ou moins dissimulé d'un « grand marché de l'éducation », et la volonté de réduction des dépenses publiques.

Le premier comporte à la fois une composante idéologique qui est la volonté d'imposer partout les règles du marché et de la concurrence, et une composante financière qui tient à la fascination du capitalisme pour la dimension des sommes en jeu, et la croissance potentielle qu'il croit y déceler (la fameuse « économie de la connaissance »).

La seconde s'appuie sur l'idée que l'argent mobilisé pour les systèmes publics, échappant à l'économie de marché, constitue un frein au sacro-saint développement mesuré en termes de PIB. Elle prône donc de manière plus ou moins explicite le transfert au privé de tout ou partie de ces systèmes, selon des processus désormais bien connus depuis les restructurations qui ont touché par exemple France Télécom, puis La Poste<sup>(5)</sup>. Dans l'enseignement supérieur et les grandes écoles, ce mécanisme est déjà largement à l'œuvre, aux États-Unis bien entendu, mais en France également. Dans les autres strates, et en particulier dans le secondaire, le schéma est encore hésitant, et c'est souvent par le biais de partenariats public-privé, d'externalisations de service, de sponsorings divers que la privatisation se cherche et progresse.

Il est fondamental de noter aussi que les mentalités, à l'intérieur même du service public, deviennent « perméables » aux idées marchandes, sous la double pression de la régression des services et de l'angoisse entretenue auprès des parents<sup>(6)</sup>. Ainsi la possibilité d'une attaque concertée contre une école emblématique d'une certaine conception sociale devient elle plausible.

Il n'est alors pas difficile de se convaincre que ces différents éléments présentent une forte convergence et assurent la logique d'une stratégie de destruction progressive, dont les éléments épars peuvent en première analyse sembler désordonnés, et que nous décrirons en détails très bientôt...

La suite donc dans votre prochain GDS.

Mais aurez-vous la patience d'attendre jusque là ?

<sup>(1)</sup> On retrouvera dans l'édition numérique, sur le site web Attac Isère, toutes les références mentionnées dans ce texte.

### Mouvement social des retraites : quel regard, quelles perspectives ?

Plus de 40 personnes ont participé à ce débat : en une heure et demi, c'était un défi difficile à relever mais à son issue la satisfaction d'une majorité des participants était réelle.

Tous et toutes pensent que ce mouvement social est un des plus puissants qu'aient connus notre pays : par sa longueur, l'unité intersyndicale, l'ampleur des manifestations, l'implication de la jeunesse, des grèves significatives, le soutien de l'opinion publique...mais un sentiment d'échec est présent : le pouvoir n'a pas cédé face aux demandes de retrait du projet de loi qu'Attac demandait, les grèves dans les secteurs stratégiques n'ont pas été assez soutenues et ne se sont pas étendues.

Mais est-ce une défaite en « rase campagne » ? Le mouvement n'est-il pas porteur de potentialités pour le futur ? Quel rôle Attac a joué et peut jouer dans les mois à venir ?

#### Echec ou Promesse à terme ?

Certains mettent l'accent sur un échec : outre le fait que le retrait n'a pas fait l'unanimité des syndicats les plus importants, les grèves par procuration ont leur limite car les salariés des autres secteurs hors grève deviennent des spectateurs et les luttes collectives ne s'y développent pas. Cet échec vient après celui de la mobilisation contre la privatisation de la Poste d'où le sentiment d'un recul. C'est un échec pour Attac, dont l'objectif est de reprendre au capital le pouvoir qu'il a pris dans tous les secteurs de la société et de mettre un terme à son étape néolibérale. La bataille des retraites n'était pas gagnable avec une majorité parlementaire à droite.

Mais d'autres intervenants ne sont pas aussi pessimistes : à travers les collectifs, où on n'attend pas d'être d'accord à 100% pour s'engager, il y a eu un gros travail d'éducation populaire et une réelle sensibilisation ; ce fut un combat

fort, dépassant le seul problème des retraites : devant l'accapement, par les classes et les élites économiques et politiques de la richesse produite, la nécessité d'un partage de la richesse plus favorable aux salariés devient de plus en plus évidente pour un grand nombre de personnes. Et là, nous avons gagné la bataille des idées, mais ça ne suffit pas.

#### Comment continuer ?

##### Education populaire et intervention politique

L'éducation populaire au plus près de la population doit fournir les outils pour réfléchir sur tous les sujets. A contrario quand les partis politiques lancent des débats, ils le font sur les sujets qu'ils choisissent. Aussi Attac ne doit cesser de mettre l'accent sur cette tâche pour que dans la perspective de 2012 nos analyses et propositions soient présentes dans le débat.

Ceci entendu, le mouvement social bute sur un pouvoir politique fondamentalement opposé à la remise en cause du système capitaliste et néolibéral dans notre pays. Une échéance politique comme celle de 2012 est incontournable pour permettre des avancées dans ce combat ; il faut s'y préparer dès maintenant. Il faut rassembler associations, collectifs, syndicats, organisations politiques, car le cloisonnement des luttes et alternatives n'entraîne pas une dynamique.

Dans une intervention, il est proposé de reconstituer l'arc des forces de la campagne contre le TCE de 2005 par opposition à la stratégie perdante de 2007 ; Attac France doit s'engager dans cette voie et Attac Isère devrait intervenir lors de l'AG d'Attac France les 20/21 novembre.

Pour d'autres intervenants, sans remettre en cause notre travail irremplaçable d'éducation populaire... tournée vers

(suite p. 4)

### Attac isère en action



Les manifestations contre la loi sur la réforme des retraites se sont succédées en octobre et début novembre. Attac-isère y a tenu toute sa place avec chaque fois des slogans différents et si possible « accrocheurs ».

**le 28 octobre**  
**NON AU SAR K.O. SOCIAL !**

**Le 6 novembre**  
**YA BASTA !**  
**Ceux qui font la dette défont les retraites**



### débat AG (suite)

l'action, il faut reconnaître que cette dynamique sociale a besoin de perspective politique. Il y a nécessité de travailler collectivement avec d'autres forces pour définir analyses et alternatives capables de mettre un terme aux politiques néolibérales ici même et redonner l'espoir à la majorité de nos concitoyens.

Est-ce par la création à tous les niveaux d'un grand mouvement populaire de type « Conseil national de la résistance » ?

Est-ce par des confrontations positives entre toutes les forces populaires, des associations et collectifs jusqu'aux mouvements politiques en passant par les syndicats ?

A vous de donner votre avis pour conforter ou non notre réflexion lors de notre dernière AG.

Bernard Labouré

### Rencontre adhérents et sympathisants



**Quoi ?** : après l'AG d'attac Isère du 6 novembre et l'AG d'Attac France du 20/21 novembre à Nanterre, continuons notre discussion sur nos choix d'interventions et d'actions pour l'année 2011.

**Quand ?** : samedi 27 novembre de 9 h 30 à 12 h

**Où ?** : MJC des Allobroges - 1, rue Hauquelin à Grenoble (face à l'arrêt « Musée » du tram B)

Possibilité d'organiser un petit brunch...pardon une collation mise en commun et partagée après les débats.

Venez nombreux

### événements ....événements ....événements ....

#### Femmes Marocaines au travail

##### Projection-débat

**vendredi 26 novembre 2010, à 18 h 30**

Centre Social Chorier Berriat / 10, rue Henry Le Chatelier à Grenoble

Ouvrières dans la mondialisation, libération ou aliénation ?

Rencontre avec une militante marocaine : Zaïna Oubihi, engagée dans la défense des droits des femmes. Exposé illustré par un documentaire de Souad Guennoun : *Les luttres des ouvrières dans les usines du textile à Casablanca*.

Organisée par : Maroc Solidarités Citoyennes, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, CIIP, avec le soutien d'Attac-Isère.

%%%%%%%%%

#### Razzia sur les terres agricoles

##### Conférence-débat

**jeudi 20 janvier 2011, à 20 h**

à la Maison des associations de Grenoble  
avec : (intervenant à confirmer)



Touche pas à mes terres !!

Le Sud face à la razzia des pays riches.

États, industriels, financiers, tout le monde se met à la production alimentaire off-shore.

Acheter des terres arables à l'étranger est devenu un investissement stratégique.

La bataille pour la terre a commencé.

Va-t-on vers un dépeçage de certains pays pauvres ?

Organisée par : Maroc Solidarités Citoyennes, Attac-Isère, Survie Isère, CADTM, CCFD.

## INFOS pratiques



### Boîte vocale

**04 76 47 32 81**

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

### Contacts

#### Grenoble

Tous les mercredis, permanence, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

**04 76 47 32 81**

#### Grésivaudan

info-attacgresivaudan  
@googlegroups.com

#### Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net

**04 76 64 00 48**

#### Attac campus

attacampus38@gmail.com

#### Attac Nord-Isère

nord-isere@list.attac.org

**04 74 97 60 59**

### Site web

[www.local.attac.org/attac38](http://www.local.attac.org/attac38)

### Adresse électronique

[attac38@attac.org](mailto:attac38@attac.org)

### Adresse postale

Attac-Isère  
Maison des associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38000 Grenoble

### Agenda

**Groupe éco** : 2ème lundi du mois, MDA Grenoble, 18 h 30

#### Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

**Groupe Grésivaudan** : tous les premiers mardi du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles,

**CA** : 2ème jeudi du mois, MDA Grenoble, 20 h

**Radio** : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan

**Groupe Attac St-Marcellin** : tous les 2ème mercredi du mois à 20 h Maison des associations